

Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

Avis sur le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Clément-de-Rivière

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par courrier du 18 décembre 2020, la commune de Saint-Clément-de-Rivière sollicite l'avis de la Ville de Montpellier sur l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le PLU de Saint-Clément-de-Rivière prévoit en particulier un projet d'aménagement commercial baptisé « Oxyane » et destiné à accueillir de grandes surfaces commerciales de sport et loisir, jardinerie, accompagnés d'une dizaine d'autres commerces, restaurants et un parking associé.

Ces équipements s'implantent sur 20 ha de terres agricoles et sur un espace boisé classé.

Ce projet repose sur un modèle commercial de type extensif et sous le format de « grande surface », largement remis en cause par les nouveaux modes de vie et de consommation, mais aussi par les politiques publiques actuelles, comme le rappelle la circulaire du 24 août 2020 *« sur le rôle des Préfets en matière d'aménagement commercial dans le cadre de la lutte contre l'artificialisation »*.

Concernant l'impact environnemental du projet, l'étude d'impact recense 63 espèces sur le site, dont des chiroptères et oiseaux de « forte » à « très forte » valeur patrimoniale. Ces espèces bénéficient aujourd'hui des fonctionnalités écologiques du site (reproduction et/ou d'hivernage et d'alimentation). C'est la raison pour laquelle le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) identifie ce secteur comme corridor écologique de trame verte.

Ce projet semble donc aller à l'encontre des enjeux de réduction de l'artificialisation des sols et des politiques alimentaires locales, pourtant indispensables dans la lutte contre le changement climatique et l'érosion de la biodiversité.

En outre, ce projet a des conséquences directes pour Montpellier et ses communes limitrophes, qui relèvent de deux aspects majeurs :

Les impacts sur les enjeux hydrauliques et ressources en eau

Le secteur du projet est situé sur le bassin versant de la Lironde, affluent du Lez. Il est situé en tête de bassin versant. Les eaux de ruissellement de la zone sont aujourd'hui drainées par des fossés et un cours d'eau, dont les abords sont identifiés en zone inondable à « aléa fort » au PPRI de la commune datant de 2013 (n'intégrant donc pas l'actualisation de l'hydrologie nécessaire depuis 2014/2015). A noter la présence d'une source connue qui montre l'intérêt de préserver le fonctionnement naturel de ce site pour le bon respect du cycle de l'eau.

Par conséquent, les travaux projetés et les surfaces imperméabilisées par le projet affecteront l'écoulement naturel des eaux pluviales du bassin versant et du cours d'eau, dans un secteur qui a déjà subi des inondations lors des épisodes cévenols de 2014 et qui ont causé d'importants dégâts matériels. Les enjeux aval sont présents sur le territoire de la Métropole, c'est ce territoire qui subira les conséquences de ce projet situé en amont.

Les impacts sur le réseau de déplacement

L'implantation de cette nouvelle polarité commerciale va générer de nombreux déplacements, lesquels seront effectués quasi-exclusivement en voiture compte tenu de l'absence de transport en commun structurant.

Or, d'après l'étude d'impact du projet, la D986 connaît déjà un trafic élevé avec les déplacements vers la zone commerciale de Trifontaine. Les flux nouveaux augmenteront la charge de trafic des deux carrefours en heure de pointe. Ces derniers vont accentuer les rétentions déjà observées sur la bretelle de sortie de la RD986 en provenance de Montpellier en augmentant les difficultés d'insertion en tourne à gauche vers Grabels. Concernant la RD127 (route de Montferrier-sur-Lez / Saint-Clément-de-Rivière) celle-ci supporte elle aussi des flux déjà élevés. Ce projet aura donc des impacts non négligeables sur ce tronçon de la D986 faute d'une desserte en transport en commun et dispositifs pour les modes actifs à la hauteur des flux de cet important générateur potentiel de déplacements.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de formuler un avis défavorable sur le PLU de Saint-Clément-de-Rivière qui rend possible le projet Oxylane ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 17 février 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 février 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.